Chicago, le blues de l'Amérique profonde

03/11/2011 à 6h00

Le climat est lourd au bord du lac Michigan où le chômage augmente, les salaires, les pensions se contractent, et un nouveau plongeon dans la récession paraît imminent. Des habitants cependant relèvent la tête avec leurs syndicats et des associations. L'indignation des jeunes se fait entendre devant la Bourse. Voyage au cœur de ces résistances nouvelles.



«*Ne parlez surtout pas de reprise aux gens qui vivent ici. Tous vous riront au nez.* » Elce Redmond est l'une des principales figures d'Austin, à l'ouest de Chicago. Un homme que tout le monde connaît ici et qui connaît les problèmes de chacun. Elce est « *community organizer* », une fonction qui consiste à aider les habitants d'une communauté de quartiers à se défendre et à mieux prendre leurs propres problèmes en charge. Une ONG l'a recruté pour ce travail qui fut aussi celui d'un certain Barack Obama à ses débuts dans une autre communauté populaire au sud de la ville.

> ***Austin ne s'est pas relevé de la crise de 2007-2008. Tout au long des rues déglinguées, des dizaines de pavillons sont à l'abandon, souvent vandalisés. D'autres attendent leur tour. Un panneau « foreclosure » (habitation saisie) a été planté sur la pelouse ou cloué sur la porte. La vague des expulsions ne faiblit pas.***

Au cœur du désastre : « *l'emploi, l'emploi, toujours l'emploi* », s'exclame Elce. Le nombre de chômeurs continue de croître, touchant plus particulièrement encore la population africaine-américaine, majoritaire dans cette communauté populaire de 100 000 habitants. Dans certains quartiers, un

adulte sur deux est au chômage. Et de nouveaux licenciements viennent d'être annoncés ces tout derniers jours, dans les services publics, notamment l'éducation et la poste.

United Postal en a programmé quelque 120 000 à l'échelle des États-Unis. « *Austin va en prendre une nouvelle fois plein la tête. D'abord parce que des postiers de la communauté vont perdre leur emploi. Et ensuite parce que c'est un nouveau lien social qui va ficher le camp* », s'exclame le « *community organizer* » qui participait, ce 28 septembre, à l'appel des syndicats, à un rassemblement très combatif « *pour la défense du service public* » dans le centre-ville, au pied des buildings de la mairie de Chicago et de l'État de l'Illinois.

Quant aux enseignants, 200 d'entre eux viennent d'être « *jetés à la rue* », souligne la syndicaliste Debbie Johnson. La brutalité du processus est à la mesure de l'absence quasi totale de protections contre les licenciements. Compte tenu de la chute de ses rentrées fiscales provoquée par la crise, l'État de l'Illinois croule sous les dettes. Placé sous surveillance des marchés financiers – l'agence de notation Moody's vient d'abaisser sa note –, il multiplie les coupes dans tous ses budgets, dans ceux de la couverture médicale des plus pauvres (*Medicaid*), comme, donc, dans celui de l'éducation.

À Austin, les classes, déjà surchargées, vont l'être encore un peu plus. Ce qui va conforter encore ce sentiment d'être abandonné, tels des parias, qui hante les habitants. Les profs, en lutte pour défendre leur emploi, témoignent de la souffrance des jeunes qu'ils ont à leur charge. Dans un environnement où l'insécurité se renforce, le trafic de drogue s'étend et certaines stations de métro sont devenues de véritables coupe-gorge. « *Dans mon établissement,* témoigne Jane, prof d'histoire, *au moins un enfant sur deux a été le témoin d'un échange de coups de feu.* »

Et l'abandon des habitations se décline au sens propre du terme, les banques n'entretenant pas les logements qu'elles ont saisis. Non loin de Congress Street, l'un des axes traversants de la communauté, certains pavillons apparaissent littéralement éventrés comme si le quartier avait essuyé des tirs d'obus dans une zone de guerre. Les établissements de crédit préfèrent d'évidence la destruction de ce capital. Convaincus qu'ils n'obtiendraient rien de suffisamment profitable d'une réhabilitation, ils espèrent qu'une fois les logements physiquement supprimés, les ressorts du marché pourront plus facilement se retendre.

« *Nous sommes ici en plein cœur d'une guerre de classes* », souligne Elce Redmond. Signe de l'aiguisement des contradictions sociales, l'expression revient, de façon aussi inédite que régulière, dans le débat public états-unien aujourd'hui. Les progressistes s'en emparent pour souligner, comme Elce, la détermination des tenants du système en crise à chercher à en sortir « *en faisant payer la masse de la population ordinaire* ». Les républicains et leur aile ultradroitière du Tea Party pour dénoncer toute velléité de l'administration Obama d'envisager une hausse des impôts des plus riches.

Les tensions sont d'autant plus vives que les « *perdants* » ne sont plus seulement les habitants de communautés populaires déjà sinistrées avant la crise comme Austin. Même si pour eux l'addition est la plus lourde. Non, aujourd'hui, à Chicago, au cœur de « *l'Amérique profonde* », les victimes de la crise ou des plans dits d'assainissement des finances publiques – une austérité État par État qui ne dit pas son nom – se comptent parmi tous les salariés, jusqu'à ceux réputés appartenir aux classes moyennes.

Au centre de chômeurs, sur South Halsted Street, on rencontre de plus en plus d'enseignants, de techniciens très qualifiés. « *Et maintenant jusqu'à des personnes titulaires de masters dans un collège* (une université de haut niveau – NDLR) »,

relève Roberta Wood, l'une des animatrices du centre. Lenny Lemkin est de celles-là. Programmateur au sein d'une société spécialisée dans l'assurance santé, il est au chômage depuis trois ans. Sa firme l'a licencié après avoir fusionné avec une autre. Depuis, il alterne périodes sans travail et petits boulots.

« *Les politiques, les médias emploient le terme de récession pour caractériser toutes les vicissitudes qui ont suivi le plongeon de la production en 2008 en prenant toujours bien soin de la différencier de la dépression qui a suivi la crise de 1929. Mais que signifie cette période qui n'en finit pas ? Ce que nous vivons, moi comme des millions de gens, n'est-ce pas un facteur de dépression permanente? Nous avons le sentiment qu'un couvercle est toujours là qui nous empêche de sortir la tête de l'eau.* »

Lenny, cinquante-huit ans, sourit cependant. Il affirme qu'aujourd'hui il a retrouvé le goût de vivre après avoir rencontré les militants de l'association *Jobs With Justice* (emplois avec des droits). « *J'ai pu y ressentir la solidarité, ce qui m'a rendu l'envie de me battre et donc permis d'accéder de nouveau à la dignité.* » « *Sinon…* », lâche-t-il.

Lenny habite Evenston, une autre des 77 « *communautés populaires* » de Chicago, dans le nord plus chic de la cité. Pour ne pas perdre son appartement, acheté avec un emprunt hypothécaire, il a dû liquider son épargne retraite qu'il avait placée sur un plan 401K. Cette formule a présenté un caractère quasi magique aux États-Unis pendant toute une période. Comme une sorte de combinaison de loto gagnante à tous les coups, elle promettait des rentes mirifiques aux futurs retraités.

Mais elle a surtout permis aux grosses firmes, comme celle de Lenny, de substituer des plans « *individualisés* » à l'ex-plan de retraite maison par capitalisation à versements définis

(avec l'assurance donc pour le souscripteur d'obtenir une pension au montant stable et prédéterminé). Traduisez : les futurs retraités assument seuls désormais les risques d'une chute des placements en Bourse de leurs fonds de pension.

Lenny a perdu dans l'affaire entre 15 % et 20 % de son capital. Il a pu, pour l'heure, conserver sa maison. Mais son épargne s'est volatilisée et il n'aura plus que la Sécurité sociale (la retraite publique de base, soit moins de 40 % de son ancien revenu) pour assurer ses vieux jours. « *Une formule qui m'amènera sous le seuil de pauvreté si je ne retrouve pas, dans les mois qui viennent, un travail correctement rémunéré qui me permette de cotiser jusqu'à soixante-sept ans* », confie l'ex-programmateur.

Des salariés, mieux lotis encore initialement que Lenny, ne sont pas à l'abri de ce type de descente aux enfers. Le quotidien *Chicago Tribune* racontait ainsi, fin septembre, le calvaire d'un ex-chef d'agence bancaire, licencié, il y a trois ans, et devenu tributaire aujourd'hui avec sa famille de bons de nourriture (*food stamps*) pour survivre.

Partout le constat est le même : les revenus perçus par les citoyens « *ordinaires* » (salaires, retraites, assurance santé) sont amputés. Dans l'automobile, le salaire horaire moyen est passé de 28 à 14 dollars de l'heure. Et la déflation salariale qui touchait le privé depuis plusieurs décennies est en train de se transmettre au secteur public sous l'effet des coupes dans les budgets des États et des collectivités locales.

« *On assiste depuis quelques mois à une attaque en règle contre les droits des salariés du public »,* souligne Larry Spivak, directeur régional du syndicat AFCME (*American Federation of State, County and Municipal Employees* : Fédération américaine des employés des États, des contés et des municipalités). Sous couvert de législations d'urgence, adoptées pour éviter une faillite de l'État de l'Illinois ou des municipalités, le droit de négociation des syndicats est

torpillé. Le mot *« guerre de classes »* vient là encore très vite sur les lèvres du syndicaliste. Le forcing contre le public s'explique, précise-t-il, par un taux de syndicalisation encore élevé, qui reste donc un *« obstacle à la précarisation recherchée* ».

La démarche obéit au souci de protéger les rentes des prêteurs (les grandes banques) ou des investisseurs (les gros actionnaires). Mais loin de soigner le système, l'écrasement des revenus d'une part croissante de la population creuse les contradictions. La consommation, de très loin le principal moteur de la croissance états-unienne, continue de s'essouffler. « *Pas de croissance des revenus, pas de reprise* », tranchait, inquiet, l'économiste Paul Krugman dans une de ses chroniques estivales dans le New York Times (4 août 2011). Dans l'Illinois où les chiffres du chômage officiel viennent de repartir brusquement à la hausse, l'immense majorité de la population vit déjà dans les affres de la rechute annoncée, ce fameux « *double dip* » (double plongeon) qui fait frémir toute la planète économique.

Mais dans ce climat de tensions sociales exacerbées des résistances nouvelles émergent. Chicago a le *blues*, au double sens du mot : celui qui exprime la plainte mais aussi celui qui peut crier la révolte. On le voit dans les mobilisations pour la défense des services publics de la poste ou de l'éducation. Lenny et ses amis de *Jobs With Justice* (des emplois avec des droits) préparent une grande initiative baptisée « *Stand Up Chicago* » (debout Chicago) à l'occasion de la venue sur les bords du lac Michigan d'un congrès de banquiers spécialisés dans le prêt hypothécaire.

« *Chicago peut renouer avec de fortes traditions de luttes* », souligne Larry Spivak. Le syndicaliste est aussi président de la société d'histoire ouvrière de l'Illinois. Il nous aura fait découvrir avec fierté une discrète statue commémorative érigée sur l'emplacement du « *Hay Market* » (la place du marché au foin). C'est à cet endroit qu'est né le 1er Mai, la Fête du

travail célébrée dans le monde entier.

Comme un révélateur du discrédit croissant dans l'opinion du « *corporate* » (ce terme qui englobe le monde des affaires et de la finance) : plusieurs dizaines d'indignés campent devant le gratte-ciel au look impérial qui barre La Salle Street au centre-ville. À l'intérieur : la Bourse et le fameux marché à terme des produits agricoles où l'on spécule tous les jours sur les récoltes de blé, de riz, de maïs, de toute la planète. « *Ils ne sont rien, nous sommes 99 %. Et pourtant ils décident de tout* », relève Susan O'Connor, d'*Occupy Chicago*, extension du mouvement qui s'est installé à Wall Street depuis la mi-septembre. La jeune fille, étudiante en histoire à l'université de Chicago, réclame l'instauration d'une « *vraie démocratie* » et dénonce la confiscation des pouvoirs par les milieux d'affaires qui, de fait, dit-elle, « *contrôlent les partis républicain et démocrate* ».

Le « *community organizer* » Elce Redmond espère rassembler un mouvement suffisamment fort pour obliger les banques à financer une vaste opération de réhabilitation des logements dévastés d'Austin. « *Les emplois créés seraient attribués en priorité aux chômeurs de la communauté* », plaide-t-il. Membre de l'aile gauche du Parti démocrate, proche de Jesse Jackson, il n'a aucune confiance dans le dernier plan pour l'emploi présenté par Barack Obama. Un plan qui devrait sortir très amendé de son passage devant le Congrès et qui, dit-il, est, de toute manière, « *très insuffisant* ».

Elce évoque son inquiétude face à une situation globale qui promet de s'envenimer au plan économique. Il souligne l'urgence « *d'avancer enfin des choix politiques ambitieux, en rupture avec l'orthodoxie des marchés, en s'appuyant sur la population* ». « *Il reste un espoir* », dit-il, ajoutant après un long temps d'hésitation : « *Il est minuit moins une…* »

———————-

Du marché au foin au marché à terme

Chicago, ville au passé industriel, est aussi marquée par un lien avec l'agriculture à double face. Au début du siècle dernier, la cité était une plaque tournante pour les éleveurs et les fermiers du Middle West. Il y était négocié les récoltes de céréales, transformées sur place avant d'être écoulées vers les grandes cités de la côte Est. Elle possédait aussi les plus grands abattoirs des États-Unis et donc un… immense marché au foin.

C'est sur la place de ce « *Hay Market* » que se sont rassemblés, le 1er mai 1886, les ouvriers de l'usine McCormick qui revendiquaient la journée de huit heures et participaient à une grève générale. La suite est connue : la répression policière violente, le symbole pour les mouvements ouvriers de la planète et la date du 1er mai qui devient partout la Fête du travail.

L'autre face de cette tradition du négoce de gros des productions agricoles qui marque aujourd'hui encore la ville est moins reluisante. Elle se confond avec le *Mercantile Exchange of Chicago*, un marché à terme pour les productions agricoles de la planète, un instrument hyperspéculatif à l'origine des terribles fluctuations sur les prix des denrées de base.

L'Humanité